

Examen civique, mention naturalisation

Test d'entraînement n° 1 : 40 questions à choix multiples, corrigé et explications en fin de document

Comme à l'examen : 40 questions (28 questions de connaissance et 12 mises en situation), 45 minutes au maximum, une seule bonne réponse par question. Il faut au moins 32 bonnes réponses sur 40 (80 %). Entourez une lettre par question, puis comptez vos points avec le corrigé.

Questions de connaissance : questions des listes officielles CSP et CR qui portent sur les points de la liste de naturalisation, et questions rédigées par FreeExamPath sur ces mêmes points. La liste officielle de naturalisation n'est pas reproduite ; elle est publiée sur immigration.interieur.gouv.fr.

Énoncés marqués « Liste CSP » ou « Liste CR » : questions de connaissance officielles publiées par le ministère de l'Intérieur (DIAN) sur formation-civique.interieur.gouv.fr, listes consultées le 17/10/2026, réutilisées sous Licence Ouverte 2.0 (Etalab). Toutes les propositions de réponse, les bonnes réponses, les explications et les autres questions sont rédigées par FreeExamPath. Ce document n'est pas un examen officiel ; FreeExamPath est un site indépendant, sans lien avec le ministère de l'Intérieur.

Version en ligne avec résultat immédiat : <https://freeexampath.com/fr/examen-civique/naturalisation/>

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Question FreeExamPath

1. Quel animal voit-on souvent sur les maillots des équipes nationales françaises de sport ?

- A** L'aigle
- B** Le coq
- C** Le lion
- D** L'ours

Question FreeExamPath

2. La Sécurité sociale française a été créée :

- A** pendant la Révolution française
- B** juste après la Seconde Guerre mondiale
- C** sous le règne de Louis XIV
- D** au début des années 2000

Liste CR n° 17

3. Qu'est-ce que la liberté d'association ?

- A** Le droit pour l'État de choisir les associations de chacun
- B** Le droit de créer une association ou d'y adhérer librement
- C** Le droit de créer une association pour enrichir ses membres
- D** L'obligation d'être membre d'une association

Liste CR n° 32

4. Selon le principe de laïcité, que signifie la neutralité de l'État ?

- A** L'État choisit une religion officielle
- B** L'État ne reconnaît ni ne finance aucune religion
- C** L'État interdit toutes les religions
- D** L'État finance toutes les religions de la même façon

Liste CR n° 35

5. La laïcité impose-t-elle aux agents publics d'être neutres vis-à-vis des usagers ?

- A** Seulement s'ils travaillent dans une école
- B** Oui, ils ne doivent pas montrer leur religion
- C** Seulement pendant les fêtes religieuses
- D** Non, ils peuvent montrer leur religion au travail

Mise en situation · exemple FreeExamPath

6. Daniel dirige une association religieuse à Lyon. Il demande à l'État de lui verser un salaire, comme à un fonctionnaire. L'État doit-il accepter ?

- A** Oui, si sa religion a beaucoup de fidèles en France
- B** Oui, l'État doit payer tous les cultes de la même façon
- C** Non, la République ne salarie aucun culte
- D** Non, c'est à la mairie de Lyon de payer ce salaire

7. Chen vit en France avec une carte de séjour. Sur son blog, elle critique sévèrement la politique du gouvernement. A-t-elle le droit de le faire ?

- A** Non, critiquer le gouvernement est réservé aux citoyens français
- B** Oui, mais elle ne doit insulter ni diffamer personne
- C** Non, elle doit d'abord faire relire son texte par la préfecture
- D** Oui, et elle peut écrire tout ce qu'elle veut sur les ministres

8. Pierre travaille à l'accueil de la préfecture. Il veut accrocher une petite image religieuse au mur, juste derrière son guichet. Peut-il le faire ?

- A** Non, sauf pendant la période des fêtes religieuses
- B** Non, aucun signe religieux ne doit être exposé au guichet
- C** Oui, car son guichet est son espace de travail personnel
- D** Oui, si l'image reste petite et discrète

9. Antoine a grandi dans une famille très croyante. À 25 ans, il décide de ne plus avoir de religion, mais ses parents disent qu'il n'en a pas le droit. Que dit la loi ?

- A** Il peut en changer seulement avec l'accord de ses parents
- B** Il doit garder la religion choisie par sa famille
- C** Il doit d'abord obtenir l'accord d'un responsable religieux
- D** Il est libre de quitter sa religion ou d'en changer

10. Dans la cour d'un collège public, Adama et Lucie parlent de leurs religions. Un camarade leur dit que c'est interdit à cause de la laïcité. Ont-ils le droit d'en parler ?

- A** Non, sauf pendant les cours d'histoire
- B** Non, la religion est un sujet interdit à l'école publique
- C** Oui, et ils peuvent aussi essayer de convertir leurs camarades
- D** Oui, s'ils respectent les convictions des autres

11. Mehdi est étudiant. À la piscine municipale, il paie un tarif réduit. Sa voisine, qui travaille, paie plus cher et trouve cela contraire au principe d'égalité. A-t-elle raison ?

- A** Oui, les tarifs réduits sont réservés aux enfants
- B** Non, si leur situation est différente, le prix peut l'être aussi
- C** Non, car un étudiant ne doit jamais rien payer
- D** Oui, l'égalité impose exactement le même prix à tout le monde

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

12. Pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle, un candidat doit notamment obtenir :

- A** au moins 500 signatures de simples citoyens
- B** au moins 500 parrainages d'élus
- C** l'autorisation du Premier ministre
- D** l'accord écrit du président de la République sortant

13. Qui vote les lois ?

- A** Le Conseil constitutionnel
- B** Le président de la République
- C** Le Parlement
- D** Les préfets

14. Sans passer par internet, où peut-on s'inscrire sur les listes électorales ?

- A** À la mairie de sa commune
- B** Au tribunal le plus proche
- C** À la préfecture du département
- D** Au commissariat de police

15. Qu'est-ce que l'État de droit ?

- A** Un État qui n'a pas besoin de Constitution
- B** Un système où la loi s'impose à tous, y compris à l'État
- C** Un État où seuls les juristes ont le droit de voter
- D** Un système où le chef de l'État décide seul des lois

16. Quel est le rôle principal du département ?

- A** La défense nationale et l'armée
- B** La politique étrangère de la France
- C** L'action sociale et la gestion des collèges
- D** La gestion des lycées et des universités

17. Quel traité a créé la citoyenneté européenne ?

- A** Le traité de Versailles (1919)
- B** Le traité de Paris (1951)
- C** Le traité de Rome (1957)
- D** Le traité de Maastricht (1992)

DROITS ET DEVOIRS

18. Pour qu'un réseau social utilise les données personnelles d'un adolescent sur la base de son consentement, l'accord des parents est aussi exigé si l'adolescent a moins de :

- A** 13 ans
- B** 15 ans
- C** 16 ans
- D** 18 ans

19. Concernant les droits individuels, quelle proposition est correcte ?

- A** Ils peuvent être vendus ou donnés à une autre personne
- B** Ils sont réservés aux personnes majeures de nationalité française
- C** Ils sont les mêmes pour tous, quels que soient le sexe ou l'âge
- D** Ils dépendent de la religion et de l'origine de chacun

20. Une personne majeure qui vit en France mais ne travaille pas doit-elle déclarer ses revenus ?

- A** Oui, chaque année, même sans revenus
- B** Non, seulement les personnes de nationalité française
- C** Oui, si ses revenus dépassent le SMIC
- D** Non, seulement les personnes qui travaillent

21. Quelle est l'infraction la plus grave ?

- A** La contravention
- B** Le crime
- C** Le délit
- D** L'incivilité

22. Un citoyen est tiré au sort pour être juré dans une cour d'assises. Peut-il refuser ?

- A** Non, sauf s'il obtient une dispense
- B** Oui, sans donner de raison
- C** Non, jamais, même pour un motif grave
- D** Oui, s'il préfère payer une petite taxe

23. Leïla et son mari ont déjà deux enfants. Elle ne veut plus être enceinte et souhaite prendre la pilule, mais son mari est contre. Peut-il l'en empêcher ?

- A** Oui, les deux époux doivent donner leur accord
- B** Non, c'est une décision qui lui appartient
- C** Oui, si leur religion interdit la contraception
- D** Non, mais le médecin doit en informer son mari

24. Le fils de Kenza vient d'avoir 3 ans. Kenza veut le garder à la maison et l'inscrire à l'école seulement à 6 ans, au CP. Est-ce possible ?

- A Oui, la maternelle reste facultative pour tous les enfants
- B Oui, l'école n'est obligatoire qu'à partir de 6 ans
- C Non, et l'instruction en famille est toujours interdite
- D Non, sauf si elle est autorisée à l'instruire en famille

25. Grace travaille comme employée chez une famille. Ses employeurs gardent son passeport « pour le protéger » et refusent de le lui rendre. Peut-elle exiger de le récupérer ?

- A Non, pas avant la fin de son contrat de travail
- B Oui, mais seulement si elle quitte son emploi
- C Oui, ils n'ont pas le droit de le garder contre son gré
- D Non, un employeur peut garder le passeport d'un employé

26. Rayan va louer un appartement. Avant de lui donner les clés, la propriétaire demande une attestation d'assurance habitation. Est-ce obligatoire ?

- A Non, l'assurance habitation est toujours facultative
- B Non, c'est au propriétaire d'assurer son logement
- C Oui, mais seulement s'il a des meubles de valeur
- D Oui, le locataire doit assurer le logement qu'il loue

27. Moussa gagne peu d'argent. Il doit défendre ses droits devant un tribunal, mais il n'a pas les moyens de prendre un avocat. Peut-il recevoir une aide ?

- A Oui, un avocat est toujours gratuit pour tout le monde
- B Non, cette aide est réservée aux Français
- C Non, quels que soient ses revenus, il paie lui-même
- D Oui, si ses revenus sont bas, l'État l'aide à payer

28. Un ami propose à Samir de travailler sur un chantier, payé en espèces, sans contrat ni déclaration. Que risque Samir ?

- A Il aura droit à plus de congés payés que les autres
- B Rien, ce travail est légal pour les petits chantiers
- C Il ne cotise ni pour sa retraite ni pour le chômage
- D Il paiera moins d'impôts, sans aucun risque

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

29. Quand a eu lieu la Première Guerre mondiale ?

- A De 1870 à 1871
- B De 1914 à 1918
- C De 1939 à 1945
- D De 1954 à 1962

30. Le débarquement des Alliés en Normandie, début de la Libération de la France, a eu lieu en :

- A septembre 1939
- B juin 1944
- C juin 1940
- D mai 1945

31. Le 11 novembre est un jour férié. À quoi correspond cette date ?

- A À la Toussaint, fête de tous les saints
- B À l'armistice de 1918 (Première Guerre mondiale)
- C À la fête nationale (prise de la Bastille)
- D À la victoire des Alliés en 1945

Liste CR n° 155

32. Quelle île française se trouve dans l'océan Indien ?

- A** La Réunion
- B** La Martinique
- C** La Corse
- D** Tahiti

Liste CR n° 149

33. Quelle mer ou océan borde la France métropolitaine ?

- A** L'océan Indien
- B** La mer Baltique
- C** La mer Noire
- D** L'océan Atlantique

Question FreeExamPath

34. La Martinique, département et région d'outre-mer, fait partie de l'archipel :

- A** des Comores
- B** des Petites Antilles
- C** des Baléares
- D** des Canaries

Liste CSP n° 159

35. Dans quelle ville se trouve la tour Eiffel ?

- A** À Lyon
- B** À Bruxelles
- C** À Marseille
- D** À Paris

Question FreeExamPath

36. Lequel de ces plats est une spécialité régionale française ?

- A** La paella
- B** Le cassoulet
- C** Le risotto
- D** Le goulasch

VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Question FreeExamPath

37. Se garer sur une place réservée aux personnes handicapées sans en avoir le droit est :

- A** interdit et puni d'une amende
- B** autorisé si les autres places sont prises
- C** autorisé pendant quelques minutes
- D** interdit, sauf la nuit et le dimanche

Liste CSP n° 182

38. À quoi sert la carte Vitale ?

- A** Elle sert de carte bancaire pour payer le médecin
- B** Elle permet de voter aux élections municipales
- C** Elle remplace la carte d'identité lors des contrôles
- D** Elle prouve que l'on est couvert par l'Assurance maladie

Liste CSP n° 172

39. Une personne étrangère en situation régulière peut créer son entreprise :

- A** à condition d'avoir obtenu la nationalité française
- B** avec l'accord obligatoire du maire de sa commune
- C** même si elle n'a pas la nationalité française
- D** uniquement si elle est mariée à une personne française

Liste CSP n° 184

40. Jusqu'à quel âge l'école est-elle obligatoire ?

- A** 12 ans
- B** 14 ans
- C** 16 ans
- D** 20 ans

Corrigé

Comptez 1 point par bonne réponse. Réussite à partir de 32 sur 40.

1	B	2	B	3	B	4	B	5	B	6	C	7	B	8	B
9	D	10	D	11	B	12	B	13	C	14	A	15	B	16	C
17	D	18	B	19	C	20	A	21	B	22	A	23	B	24	D
25	C	26	D	27	D	28	C	29	B	30	B	31	B	32	A
33	D	34	B	35	D	36	B	37	A	38	D	39	C	40	C

Explications

1. Réponse B : Le coq

Le coq est très utilisé dans le sport, notamment sur les maillots des équipes nationales. Ce n'est pas un symbole officiel de la République, contrairement au drapeau tricolore, à Marianne ou à la devise, mais il est devenu un symbole national fort.

2. Réponse B : juste après la Seconde Guerre mondiale

La Sécurité sociale a été mise en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pendant la reconstruction du pays, pour mieux protéger les citoyens. C'est une forme de solidarité collective : elle est financée par des cotisations prélevées sur les salaires et par des impôts.

3. Réponse B : Le droit de créer une association ou d'y adhérer librement

La liberté d'association, inscrite dans une loi de 1901, permet à chacun, français ou étranger, de créer une association ou d'y adhérer. Une association réunit au moins deux personnes autour d'un objectif non lucratif, c'est-à-dire qui n'a pas pour but de gagner de l'argent.

4. Réponse B : L'État ne reconnaît ni ne finance aucune religion

La laïcité sépare l'État et les organisations religieuses. L'État ne reconnaît aucune religion, ne salarie ni ne subventionne aucun culte et ne participe pas au fonctionnement des organisations religieuses. Les services publics sont neutres. Il existe quelques exceptions héritées de l'histoire, par exemple en Alsace et en Moselle.

5. Réponse B : Oui, ils ne doivent pas montrer leur religion

Un agent public est libre d'avoir une religion, mais au travail il ne doit porter aucun signe religieux, ne doit pas faire de prosélytisme et doit traiter tous les usagers de la même façon. C'est la neutralité du service public.

6. Réponse C : Non, la République ne salarie aucun culte

Depuis la loi de 1905, l'État et les religions sont séparés : en principe, la République ne salarie et ne subventionne aucun culte. Daniel ne peut donc être payé ni par l'État ni par la mairie pour diriger son association, quel que soit le nombre de fidèles. Un régime ancien existe encore en Alsace et en Moselle, mais il ne concerne pas Lyon.

7. Réponse B : Oui, mais elle ne doit insulter ni diffamer personne

La liberté d'expression appartient à tous en France, quelle que soit la nationalité : Chen peut donc critiquer la politique du gouvernement. Cette liberté a cependant des limites fixées par la loi, par exemple l'injure ou la diffamation. Elle n'a pas besoin d'une autorisation avant de publier son opinion.

8. Réponse B : Non, aucun signe religieux ne doit être exposé au guichet

Un service public doit rester neutre, y compris dans ses locaux : on ne peut afficher aucun symbole religieux ou politique dans les bureaux et aux guichets. Peu importe que l'image soit petite, et le guichet n'est pas un espace personnel. Pierre peut avoir une religion, mais il ne doit pas la montrer dans son travail.

9. Réponse D : Il est libre de quitter sa religion ou d'en changer

Grâce à la laïcité, chacun a la liberté de conscience : on peut croire ou ne pas croire, changer de religion ou ne plus en avoir. Personne ne peut être obligé de suivre une religion. Antoine est adulte : ni ses parents ni un responsable religieux ne peuvent décider à sa place.

10. Réponse D : Oui, s'ils respectent les convictions des autres

La laïcité de l'école publique ne signifie pas qu'il est interdit de parler des religions. Entre eux, les élèves ont le droit d'échanger sur leurs croyances, en respectant celles des autres. En revanche, chercher à convertir des camarades, c'est-à-dire faire du prosélytisme, est interdit à l'école.

11. Réponse B : Non, si leur situation est différente, le prix peut l'être aussi

L'égalité ne veut pas dire que tout le monde doit toujours être traité de façon identique. Un service public peut appliquer des prix différents lorsque la situation des usagers est différente, par exemple pour les étudiants, les chômeurs ou les personnes âgées. Le tarif réduit de Mehdi respecte donc le principe d'égalité.

12. Réponse B : au moins 500 parrainages d'élus

Pour être candidat à l'élection présidentielle, il faut réunir au moins 500 parrainages d'élus (maires, parlementaires, conseillers départementaux ou régionaux...). Ces parrainages doivent venir d'au moins 30 départements ou collectivités d'outre-mer différents, avec au maximum 50 par département. Les signatures de simples citoyens ne comptent pas.

13. Réponse C : Le Parlement

Les lois sont votées par le Parlement (Assemblée nationale et Sénat). Le président de la République les promulgue ensuite, puis elles sont publiées au Journal officiel.

14. Réponse A : À la mairie de sa commune

Pour voter, il faut être inscrit sur la liste électorale de sa commune : on peut faire la démarche en ligne ou à la mairie (sur place ou par courrier). Un jeune Français qui a fait son recensement citoyen est inscrit automatiquement à 18 ans, tout comme une personne devenue française après 2018.

15. Réponse B : Un système où la loi s'impose à tous, y compris à l'État

Un État de droit est un système dans lequel la loi est la même pour tous, y compris pour l'État et ses représentants. Le droit est supérieur aux autorités politiques, et des juges indépendants contrôlent les autorités publiques.

16. Réponse C : L'action sociale et la gestion des collèges

Le département agit surtout dans l'action sociale, par exemple l'aide aux personnes handicapées ou la gestion du RSA. Il gère aussi les collèges. Les lycées sont gérés par les régions.

17. Réponse D : Le traité de Maastricht (1992)

Le traité de Maastricht, signé en 1992, a fondé l'Union européenne, créé la citoyenneté européenne et prévu une monnaie unique. Grâce à cette citoyenneté, un citoyen de l'Union peut notamment voter aux élections municipales et européennes dans le pays de l'UE où il vit.

18. Réponse B : 15 ans

Selon l'article 45 de la loi Informatique et libertés, quand un service en ligne comme un réseau social s'appuie sur le consentement, un mineur de moins de 15 ans ne peut pas consentir seul : ses parents doivent donner leur accord avec lui. C'est pourquoi on parle souvent d'une « majorité numérique » à 15 ans, différente de la majorité civile à 18 ans.

19. Réponse C : Ils sont les mêmes pour tous, quels que soient le sexe ou l'âge

Les droits individuels, comme l'égalité, la liberté et la sûreté, sont des droits fondamentaux : ils appartiennent à chaque personne, sans distinction de sexe, d'âge, de croyances ou de mode de vie. Ils sont inaliénables : on ne peut ni les vendre ni les donner.

20. Réponse A : Oui, chaque année, même sans revenus

Dès 18 ans, toute personne qui vit en France doit déclarer chaque année ses revenus, qu'elle soit française ou non, même s'ils sont très faibles ou nuls : elle indique alors « 0 euro ». En principe, un couple marié ou pacsé fait une seule déclaration commune. Ne pas déclarer ses revenus peut entraîner des pénalités et des difficultés pour obtenir certaines aides.

21. Réponse B : Le crime

Il existe trois catégories d'infractions : la contravention (la moins grave), le délit et le crime, qui est la plus grave (meurtre, viol, terrorisme...).

22. Réponse A : Non, sauf s'il obtient une dispense

Être juré d'assises est un devoir civique : on ne peut pas refuser librement et sans motif. Une dispense est possible dans certains cas, par exemple après 70 ans, si l'on n'a plus sa résidence principale dans le département ou pour un motif grave (une maladie grave, par exemple). Une objection morale ou religieuse ne suffit pas. Un juré qui ne se présente pas risque une amende pouvant aller jusqu'à 3 750 €.

23. Réponse B : Non, c'est une décision qui lui appartient

Dans un couple, marié ou non, chacun est libre de décider d'avoir ou non un enfant : la contraception ne demande pas l'accord du partenaire. La religion du couple ne change rien à ce droit, car la loi française passe avant les valeurs culturelles ou familiales. Le médecin respecte le secret médical et n'informe pas le mari.

24. Réponse D : Non, sauf si elle est autorisée à l'instruire en famille

Entre 3 et 16 ans, chaque enfant doit recevoir une instruction : dès 3 ans, le fils de Kenza doit en principe aller à l'école maternelle. L'instruction à la maison est possible, mais seulement avec une autorisation, donnée pour des raisons limitées comme la santé ou un handicap. Ne pas respecter cette obligation peut être puni.

25. Réponse C : Oui, ils n'ont pas le droit de le garder contre son gré

Confisquer les papiers d'identité de quelqu'un est une forme de violence psychologique, interdite au travail comme dans la famille. Les employeurs doivent rendre son passeport à Grace dès qu'elle le demande, même s'ils disent vouloir le protéger. Si elle a besoin d'aide, elle peut s'adresser à la police, à la gendarmerie ou à une association.

26. Réponse D : Oui, le locataire doit assurer le logement qu'il loue

Un locataire doit obligatoirement assurer au moins les risques locatifs : l'incendie, l'explosion et le dégât des eaux. Il doit remettre l'attestation au moment de la remise des clés, puis chaque année si on la lui demande. En revanche, assurer ses meubles et ses objets personnels est facultatif.

27. Réponse D : Oui, si ses revenus sont bas, l'État l'aide à payer

L'aide juridictionnelle permet aux personnes aux revenus modestes d'aller en justice : selon ses ressources, l'État paie une partie ou la totalité des frais de justice et d'avocat. Elle n'est pas réservée aux Français, car un étranger qui vit habituellement en France peut aussi la demander. Un simulateur en ligne permet de vérifier si l'on y a droit.

28. Réponse C : Il ne cotise ni pour sa retraite ni pour le chômage

Le travail non déclaré est interdit. Le salarié non déclaré ne cotise ni à l'assurance chômage ni pour sa retraite. En pratique, il n'a pas de congés payés, il a du mal à faire valoir ses droits en cas de conflit et il peut perdre son travail du jour au lendemain. L'employeur risque de lourdes sanctions.

29. Réponse B : De 1914 à 1918

La Première Guerre mondiale a duré de 1914 à 1918. L'armistice du 11 novembre 1918 a mis fin aux combats ; ce jour est férié en France.

30. Réponse B : juin 1944

Le 6 juin 1944, les Alliés débarquent sur les plages de Normandie : c'est le début de la Libération de la France et de l'Europe. En mai 1945, la guerre se termine en Europe.

31. Réponse B : À l'armistice de 1918 (Première Guerre mondiale)

Le 11 novembre commémore l'armistice signé le 11 novembre 1918, qui a mis fin aux combats de la Première Guerre mondiale. La victoire de 1945 est commémorée le 8 mai, la Toussaint a lieu le 1er novembre et la fête nationale le 14 juillet.

32. Réponse A : La Réunion

La Réunion est une île française de l'océan Indien : c'est un département et une région d'outre-mer. La Martinique est dans les Caraïbes, la Corse dans la Méditerranée et Tahiti dans l'océan Pacifique.

33. Réponse D : L'océan Atlantique

La France métropolitaine est bordée par la mer du Nord, la Manche, l'océan Atlantique et la mer Méditerranée. L'océan Indien borde certains territoires d'outre-mer, comme La Réunion, mais pas la métropole.

34. Réponse B : des Petites Antilles

La Martinique est une île des Caraïbes qui fait partie de l'archipel des Petites Antilles ; sa préfecture est Fort-de-France. Les Comores sont dans l'océan Indien ; les Baléares et les Canaries sont espagnoles.

35. Réponse D : À Paris

La tour Eiffel se trouve à Paris. Elle a été construite par l'ingénieur Gustave Eiffel pour l'Exposition universelle de 1889.

36. Réponse B : Le cassoulet

Le cassoulet est un plat traditionnel du Languedoc, en Occitanie, dans le sud de la France. Chaque région française a ses spécialités, comme la choucroute en Alsace ou la fondue savoyarde dans les Alpes. La paella est espagnole, le risotto italien et le goulasch hongrois.

37. Réponse A : interdit et puni d'une amende

Les places réservées aux véhicules qui affichent une carte mobilité inclusion « stationnement » sont destinées aux personnes handicapées. S'y arrêter ou y stationner sans y avoir droit, même peu de temps, est considéré comme « très gênant » : c'est puni d'une amende forfaitaire, et le véhicule peut être mis en fourrière.

38. Réponse D : Elle prouve que l'on est couvert par l'Assurance maladie

La carte Vitale prouve que l'on bénéficie de l'Assurance maladie. Le professionnel de santé l'utilise pour transmettre une feuille de soins électronique, ce qui permet un remboursement rapide. Ce n'est pas une carte de paiement.

39. Réponse C : même si elle n'a pas la nationalité française

On peut créer une entreprise en France même sans avoir la nationalité française. Pour exercer cette activité en France, il faut un titre de séjour qui l'autorise (par exemple une carte « entrepreneur/profession libérale ») ; un changement de statut peut être nécessaire. Aucun diplôme n'est exigé, sauf pour certaines activités, comme la coiffure.

40. Réponse C : 16 ans

En France, l'instruction est obligatoire pour tous les enfants de 3 à 16 ans, français ou étrangers. Après 16 ans, l'école n'est plus obligatoire, mais jusqu'à 18 ans les jeunes ont l'obligation de se former : lycée, apprentissage, emploi, service civique...

Les réponses et explications sont celles de FreeExamPath, vérifiées à partir de sources officielles (fiches de la formation civique, Service-Public, Légifrance). Elles ne sont pas officielles : en cas de doute, la source officielle prévaut.